

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire.....	9
---------------	---

PREMIÈRE PARTIE RECHERCHES

HÉRITAGE DES DROIT RELIGIEUX

La détermination du secret chez les ministres du culte, son histoire et son droit

Abbé Bernard du PUY-MONTBRUN	15
I. Naissance du secret dans l'Église catholique	16
II. La naissance du secret légal en France	21
III. La conception du secret légal en droit moderne	26

L'histoire des sources juridiques des waqfs chrétiens du Liban

Bechara KARAM.....	37
I. Les influences chrétiennes pré-islamiques	38
A. L'influence des Canons de l'Église sur les <i>waqfs</i> chrétiens	39
1. Avant l'Édit de Milan	39
2. Après l'Édit de Milan	40
B. L'influence du droit romain sur les <i>waqfs</i> chrétiens	41
1. Le droit des « empereurs chrétiens »	41
2. Droit romain et droit chrétien	42
II. Les sources juridiques post-islamiques du droit des waqfs chrétiens	43
A. Le droit spécifique des <i>waqfs</i> des communautés chrétiennes	43
1. Les sources juridiques des waqfs chrétiens avant la conquête ottomane	44
2. Les waqfs chrétiens durant l'empire Ottoman.....	45
B. Les influences du droit musulman ambiant sur le droit des chrétiens en matière de <i>waqf</i>	46
1. L'historique de l'influence du droit musulman sur le droit chrétien	46
2. Les raisons de l'adoption par les chrétiens du droit musulman	47

L'icône et l'œuvre de l'esprit

De l'un des fondements religieux du droit d'auteur

Philippe MOURON	49
I. Les sources religieuses de la distinction entre l'œuvre de l'esprit et le support matériel	51
A. La solution du septième concile œcuménique à la « Querelle des images ».....	51

1.	La confusion de l'œuvre et du support à l'origine de la « Querelle des images »	52
2.	La distinction de l'œuvre et du support comme solution à la « Querelle des images »	53
B.	La sacralisation des icônes héritée du Septième Concile Œcuménique	55
1.	Les icônes, un lien sacré entre le temporel et le spirituel	55
2.	L'icône potentiellement concevable comme une chose incorporelle	56
II.	Les sources religieuses du droit de propriété littéraire et artistique	57
A.	L'apparition progressive de la notion d'auteur	58
1.	La tradition initialement imposée aux auteurs	58
2.	L'originalité finalement conquise par les auteurs	60
B.	L'apparition progressive de la notion d'œuvre de l'esprit	61
1.	Du Droit de Dieu au Droit de l'homme : l'œuvre de l'esprit appréhendée par les juristes	61
2.	L'analogie tardivement retrouvée entre l'écriture et la peinture	63

Quelques questions religieuses de droit monégasque

Vincent de BONNAFOS	67	
I.	Les principes constitutionnels monégasques d'ordre religieux	67
II.	L'organisation du Diocèse de la Principauté de Monaco	68
III.	L'encadrement de la capacité des congrégations religieuses et des ministres du culte à recevoir des dons et legs	72
IV.	Questions religieuses tranchées par les juridictions monégasques	73
V.	L'adhésion de la Principauté au Conseil de l'Europe en 2004 - Religion d'État et Convention Européenne des Droits de l'Homme	77

HISTOIRE MODERNE

Le mariage des protestants en France : XVI^e-XVIII^e siècles, entre laïcisation et néo-cléricalisation

Catherine AUDÉOUD	81	
I.	La doctrine sacramentelle en accusation	84
A.	Dans le message fondateur	84
B.	Dans le conflit Église-État qui fait suite au Concile de Trente	87
II.	La néo-cléricalisation en question	91
A.	L'exigence des solennités matrimoniales	91
B.	Le transfert de sacralité	95
Conclusion	99	

La politique des Thermidoriens à l'égard des cultes : entre désir de poursuivre la déchristianisation et construction de la liberté de religion

Laurent CONSTANTINI	101	
I.	Les leçons tirées de la déchristianisation violente	104
A.	L'officialisation thermidorienne de la rupture avec l'Église constitutionnelle : le Décret Cambon	104

B.	Une politique initiale mêlant séparation, liberté de culte, et hostilité à la religion.....	107
1.	Une liberté nécessaire mais surveillée.....	107
2.	L'endiguement de la religion.....	110
II.	Le reniement de la politique de séparation des débuts.....	112
A.	La fin précoce d'une séparation se voulant stricte : le décret du 11 prairial an III.....	112
B.	L'accentuation de la politique d'immixtion de l'État.....	116
La liberté de religion selon le conseiller d'État et le ministre des Cultes Portalis		
Sylvain BLOQUET.....		123
I.	La religion, un facteur de tranquillité publique.....	127
A.	Le pluralisme confessionnel au nom de l'intérêt public.....	129
B.	Le Christianisme, morale des nations éclairées.....	135
II.	La liberté religieuse, fondement de l'ordre civil.....	144
A.	La conservation du divorce au nom du pluralisme confessionnel.....	145
B.	La restauration de la séparation de corps en faveur des catholiques.....	150
Conclusion.....		153

FRANCE CONTEMPORAINE

L'usage religieux de l'espace public Processions, prières de rue et mise en œuvre de la loi du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public		
Frédéric DIEU.....		159
Introduction.....		159
I.	Appréhendé par le juge au regard de la loi de 1905, l'espace public inclut essentiellement la voie publique et peut être le lieu de manifestations religieuses sous réserve du respect d'un ordre public matériel strictement apprécié.....	160
A.	Autorisant en principe les manifestations religieuses dans les lieux publics, la jurisprudence retient une appréciation stricte de l'atteinte à l'ordre public.....	160
1.	Les voies publiques et les services publics peuvent accueillir des manifestations religieuses et doivent même parfois permettre ou favoriser l'exercice d'une pratique religieuse.....	160
2.	La jurisprudence s'est surtout attachée à reconnaître la légalité des manifestations religieuses sur la voie publique.....	163
B.	La loi de 1905 et la jurisprudence, qui consacrent la présence de la religion dans l'espace public et singulièrement sur la voie publique, sont rejointes par la jurisprudence européenne.....	165
1.	La loi de 1905 et la jurisprudence consacrent la présence de la religion dans l'espace public.....	165

2.	Une jurisprudence européenne également protectrice des manifestations religieuses sur la voie publique et plus largement dans les lieux publics	166
II.	Appréhendé et défini par la loi du 11 octobre 2010, l'espace public est conçu plus largement comme un lieu où prévaut une norme sociale et laïque de comportement s'opposant à certaines pratiques et manifestations religieuses	168
A.	Un espace public législatif très largement et spécialement conçu	168
1.	Lieux publics et ouverts au public : une conception fonctionnelle et non organique	168
2.	Lieux affectés au service public : la combinaison partielle de deux lois et la place du principe de laïcité	170
B.	Un espace public conçu comme un espace où peuvent prévaloir des normes sociales de comportement et où les « valeurs de la République » peuvent s'imposer à certaines manifestations religieuses.....	172
1.	Un espace où prévaut une norme sociale de comportement..	172
2.	Un espace conçu pour exclure des pratiques religieuses radicales	172
3.	Espace public, espace laïque ?.....	174
Conclusion		176

Laïcité constitutionnelle : définition d'un principe, affirmation d'une exception

Frédéric DIEU		179
I.	La première définition substantielle du contenu d'un principe constitutionnel de laïcité distinct des principes posés par la loi de 1905	180
A.	Portée et définition du principe constitutionnel de laïcité.....	180
1.	« Le principe de laïcité figure au nombre des droits et libertés que la Constitution garantit » : une affirmation guère évidente	180
2.	Les composantes du principe constitutionnel de laïcité : neutralité de l'État, non reconnaissance des cultes, respect de toutes les croyances, égalité des citoyens devant la loi sans distinction de religion, garantie du libre exercice des cultes, non salariat des cultes	181
B.	La confirmation de la possibilité de subventionner les cultes et l'autonomie du principe constitutionnel de laïcité	182
1.	La confirmation et le confortement de la jurisprudence administrative relative à la possibilité de subventionner les cultes	182
2.	L'autonomie du principe constitutionnel de laïcité	185
II.	La fragilisation du régime local des cultes alsacien-mosellan	186
A.	La solution retenue par le Conseil constitutionnel : une exception au principe constitutionnel de laïcité et non un principe fondamental reconnu par les lois de la République	186
1.	Les régimes alsacien-mosellan et guyanais : deux exceptions au principe constitutionnel de laïcité	186

2.	Le refus de reconnaître l'existence d'un principe fondamental reconnu par les lois de la République	189
B.	Des régimes locaux des cultes fragilisés	190
1.	Des régimes non protégés par la Constitution	190
2.	La place des nouveaux cultes au sein de ces régimes dérogatoires au principe de laïcité	191
La sanction du refus de délivrer le « guet » fondé sur l'absence de règlement complet des effets du divorce civil		
Jean-Marie HISQUIN		
I.	Le fondement de la mise en œuvre de la responsabilité de l'ex-mari refusant la délivrance du « guet » : l'abus de droit	194
A.	La délivrance du « guet » : un droit issu d'une norme religieuse ..	194
B.	L'abus de droit ou le refus d'exécuter une « obligation » strictement religieuse	196
II.	L'absence de motif légitime du refus de délivrance justifiant l'allocation de dommages et intérêts	197
A.	L'illégitimité du refus de délivrance fondé sur l'absence de règlement complet des effets du divorce	198
B.	Le versement de dommages et intérêts	199

EUROPE LATINE

Un jumeau régéraliste de la loi de 1905 : la « loi » portugaise de séparation des Églises et de l'État de 1911		
Oscar FERREIRA		
I.	Des sosies apparents au niveau des principes : l'ambiguïté de la loi portugaise en matière de libertés fondamentales	210
A.	Les contours de la liberté de la foi : la loi portugaise et son modèle français à l'aune du régime du continent américain	212
B.	L'affectation des biens « nationaux » au culte : atteintes jésuites au droit de propriété et à la liberté testamentaire	219
II.	Une « Église d'État instituée par des incrédules » ?	224
	Le modèle de séparation français au service d'une organisation régéraliste du culte	224
A.	<i>Quid vultis mihi dare ?</i> La fonctionnarisation absconse des ministres du culte	225
B.	Le rejet exprès de l'Église libre dans l'État libre. Une organisation du culte sous tutelle étatique	231
Conclusion		238
La bataille judiciaire autour de l'éducation à la citoyenneté en Espagne		
Claude PROESCHEL		
I.	L'objection de conscience : rareté des textes, divergences de la doctrine	244
II.	Les Tribunaux Supérieurs de Justice : des décisions hétérogènes	247
III.	La doctrine du TS : permettre l'harmonisation future des décisions des TSJ	252

Sobre el derecho de las confesiones a discriminar a sus empleados por motivos religiosos

Santiago CAÑAMARES ARRIBAS.....	259
Introducción.....	259
I. Autonomía de las confesiones religiosas y relaciones laborales en España.....	261
A. Autonomía, identidad religiosa y régimen laboral.....	261
B. Autonomía religiosa y buena fe del trabajador.....	262
II. Autonomía religiosa y discriminación laboral en la jurisprudencia de Estrasburgo.....	265
A. Relaciones laborales en entidades religiosas originarias.....	265
1. Circunstancias fácticas y presupuestos normativos internos.....	265
2. La posición de la Corte de Estrasburgo.....	268
B. Relaciones laborales en entidades religiosas derivadas.....	270
1. <i>Siebenhaar v. Alemania</i>	270
2. <i>Lombardi Vallauri v. Italia</i>	271
III. La discriminación laboral de las entidades religiosas en la jurisprudencia norteamericana.....	272
A. Breve referencia al marco normativo interno.....	272
1. Constitucionalidad del derecho de las entidades religiosas a discriminar en sus relaciones laborales.....	274
B. Autonomía religiosa y discriminación laboral. La llamada « excepción ministerial ».....	276
III. Autonomía religiosa y discriminación laboral en la jurisprudencia española.....	281
Conclusiones.....	285

MÉDITERRANÉE – MOYEN ORIENT

La Constitution postrévolutionnaire en Tunisie : une sécularité assumée ?

Imad KHILLO.....	291
Introduction.....	291
I. La Constitution tunisienne en panne : « islamisme » et « salafisme », les liaisons dangereuses ?.....	296
A. L'islam(... isme) au sommet du pouvoir.....	296
B. Le « bras de fer » pour une future Constitution.....	300
II. La femme tunisienne dans la future Constitution postrévolutionnaire : équité, complémentarité ou égalité ?.....	306
A. Des projets de Constitution ambivalents à l'égard de la femme.....	307
B. Les acquis de la femme tunisienne menacés par un fait « sociétal ».....	312
Conclusion.....	316

Le statut juridique des minorités non-musulmanes en Irak*Heurs et malheurs du pluralisme juridique*

Harith AL-DABBAGH.....	319
Introduction	319
A. Les Chrétiens.....	323
B. Les Yézidis.....	325
C. Les Sabéens-Mandéens	326
D. Les Juifs	327
I. L'organisation des communautés religieuses non-musulmanes.....	328
A. L'autonomie institutionnelle des communautés non-musulmanes.....	330
1. La reconnaissance juridique des communautés religieuses.....	330
2. La portée de l'autonomie accordée sur le plan institutionnel.....	335
B. L'autonomie juridique des communautés non musulmanes	339
1. La normativité des préceptes religieux non-musulmans	339
2. Les attributions juridictionnelles des instances communautaires.....	343
II. La jouissance des droits et libertés fondamentaux par les non-musulmans	348
A. La liberté religieuse.....	348
1. Une reconnaissance « tempérée » de la liberté de religion.....	349
2. Les restrictions en matière de changement de religion :	352
B. Le principe d'égalité devant la loi.....	357
1. L'égalité des droits pour les non-musulmans	357
2. La subsistance de certaines dispositions discriminatoires	362
Conclusion	369
Annexe.....	376

La mosaïque des Chrétiens d'Irak Liberté et blasphème*Chassé-croisé centré sur le Monde européen et le Monde arabe**(années 1980-années 2010)*

Dominique AVON.....	377
I. Atteinte à la « religion » et aux « bonnes mœurs » : Égypte, Liban et Tunisie.....	379
II. Inculturation et liberté d'expression : une Europe hors les murs	383
III. De la relativité du « blasphème » et de l'indéfinition de la « religion »	386

AFRIQUE..... 391**Le droit et la liberté de religion au Cameroun**

Patrick Juvet LOWE GNINTEDEM et Marie Duvale KODJO GNINTEDEM 393

Introduction	393
I. Le droit dépassé par la liberté de religion.....	396
A. L'exercice « désordonné » de la liberté de religion	396
1. L'exigence d'une autorisation questionnée	397
2. L'exigence d'une autorisation relativisée.....	398
B. Le détournement fonctionnel de la liberté de religion	399
1. Le développement d'un « business » de la religion.....	399
2. La confusion entre secte et religion.....	401

II. Le droit érigé contre les dérives religieuses	403
A. Les mesures administratives de contrôle de l'activité religieuse...	403
1. L'encadrement juridique des manifestations cultuelles.....	403
2. Le prononcé de sanctions par l'autorité administrative.....	405
B. Les mécanismes judiciaires de sanction des dérives religieuses....	407
1. La sanction des atteintes effectuées dans le cadre d'une association religieuse.....	407
2. La sanction des atteintes effectuées à titre individuel	409
Conclusion	410
Table des matières	411

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire.....	429
---------------	-----

DEUXIÈME PARTIE DOSSIER REGARDS MULTIPLES SUR LA CRIMINALISATION DE LA POLYGAMIE AU CANADA

Regards multiples sur la criminalisation de la polygamie au Canada	
David KOUSSENS, Stéphane BERNATCHEZ, Marie-Pierre ROBERT	433
Introduction	433

ENJEUX SOCIAUX

Le droit face à la polygamie : des fondements historiques de la civilisation occidentale à la confrontation des cultures au XIX^e siècle	
David GILLES.....	439
I. Les fondements du rejet juridique de la polygamie : l'impact religieux.....	440
A. L'héritage antique et religieux : de l'infamie à l'héritage judéo-chrétien.....	440
B. Droit naturel, religion et polygamie.....	443
II. L'affirmation des pratiques différentes et la conciliation des droits	447
A. La lutte contre la bigamie et la polygamie dans les états modernes (XVI ^e -XIX ^e siècle) : la criminalisation de l'acte.....	448
1. La doctrine et la jurisprudence de l'ancien droit	448
2. La lutte contre la bigamie en Nouvelle-France	451
3. Le cadre de <i>common law</i>	452
B. La confrontation des traditions : revendications religieuses et pratiques coloniales	453

Pourquoi criminaliser la polygamie ?

<i>Un débat constitutionnel et social sur la signification d'une pratique religieuse</i>	
Stéphane BERNATCHEZ	459
Introduction	459
I. Une question de liberté ?	460
A. La liberté de religion	460
B. Le droit à la liberté	465
II. Les justifications de la criminalisation de la polygamie.....	466
A. Les effets préjudiciables de la polygamie	466
B. La neutralité de l'État et la préservation du mariage monogame.....	468

III. Le champ de la signification d'un droit.....	470
A. La signification sociale de la polygamie.....	470
B. Quelle vertu honorer ?.....	471
Conclusion.....	473

Pourquoi et comment la polygamie interroge-t-elle la laïcité au Canada ?

David KOUSSENS.....	475
I. La polygamie : un phénomène religieux qui interroge la laïcité de l'État.....	476
II. La neutralité de l'État en tension.....	479
II. Quels aménagements laïques face au fait polygame au Canada ?.....	482
A. L'obligation de neutralité de l'état comme résultant de la garantie de la liberté de conscience et de religion.....	483
B. Les positions de neutralité de l'état décelables dans la décision du 23 novembre 2011.....	485
Conclusion.....	487

L'ordre public matrimonial à l'épreuve de la polygamie : les choix et les incertitudes des droits français et québécois

Christelle LANDHEER-CIESLAK.....	489
I. La polygamie en France et au Québec : une mise à l'épreuve de l'ordre public matrimonial dans son contenu.....	490
A. Le choix de l'interdiction de la polygamie.....	490
B. Les incertitudes sur l'étendue de l'interdiction de la polygamie.....	492
II. La polygamie en France et au Québec : une mise à l'épreuve de l'ordre public matrimonial dans son application.....	493
A. En France et au Québec : une application souple de l'ordre public matrimonial.....	494
B. En France et au Québec : vers une application renforcée de l'ordre public matrimonial.....	495

ENJEUX JURIDIQUES

La constitutionnalité de la criminalisation de la polygamie au Canada : une question d'objectif

Marie-Pierre ROBERT.....	501
I. Les objectifs de la criminalisation de la polygamie.....	503
A. La protection des femmes, des enfants et de la société.....	503
B. La protection de l'institution du mariage monogame.....	504
C. La preuve historique.....	505
D. La question mormone.....	506
III. L'effet de la détermination de ces objectifs sur l'analyse de la constitutionnalité de la criminalisation de la polygamie.....	507
A. L'interprétation de l'article 293 c.c.r. criminalisant la polygamie.....	507
B. L'analyse de la constitutionnalité de la criminalisation de la polygamie au regard des droits et libertés.....	508
1. L'atteinte aux droits et libertés.....	508
2. La justification de l'atteinte aux droits et libertés.....	510
Conclusion.....	512

**Les représentations des femmes polygames dans le renvoi relatif
à l'article 293 du code criminel du Canada**

PAngeLA CAMPBELL	513
I. La polygamie au début du mormonisme et la doctrine fondamentaliste mormone contemporaine.....	514
II. L'évaluation des préjudices causés.....	516
Aux femmes par la polygamie selon le <i>renvoi</i>	516
III. Les expériences des femmes polygames	518
IV. L'image binaire des femmes mormones.....	520
Conclusion	523

S'opposer à la polygamie, une question d'égalité ou de patriarcat ?

Lori G. BEAMAN	525
I. Le mythe de l'égalité	527
II. Le féminisme républicain et le bien de la nation.....	533
III. La polygamie comme cause de préjudice aux hommes	536
Conclusion	541
Bibliographie	543

La polygamie, une pratique préjudiciable en soi pour les enfants ?

Impacts en droit pénal, en droit civil et en protection de la jeunesse canadiens

Anne SARIS et Sophie D'AOUST.....	547
I. La constitution de la présomption de dangerosité en matière pénale	550
A. Les assises juridiques de cette présomption.....	550
1. L'intégrité physique et le droit pénal.....	551
2. Les autres motifs de compromission de l'enfant	551
B. Les critiques de la qualification de la polygamie comme étant intrinsèquement préjudiciable	552
1. Caractère abstrait de l'analyse.....	552
2. Des abus/dangers non spécifiques à la polygamie.....	554
II. La légalité de la présomption de dangerosité au regard de la liberté de religion des parents dans les questions de garde en droit de la famille	556
A. La présomption de dangerosité et les jugements sur l'autorité parentale au Canada.....	556
B. Le modèle américain : le parent polygame, un mauvais parent ? ..	558
III. L'intérêt de la présomption de dangerosité associée à la polygamie dans le cadre des mesures de protection intentées par les autorités étatiques	561
A. Les motifs de l'ingérence/intrusion dans les familles	561
1. Le droit canadien	561
2. Expérience américaine : l'action immédiate des services de la protection de la jeunesse sans preuve concrète de préjudice à l'égard de tous les enfants	562
B. L'intervention : retrait massif ou mesures d'accompagnement ? ..	564
Conclusion	566
Bibliographie	568

TROISIÈME PARTIE CHRONIQUES

Chronique de jurisprudence fiscale

Fabrice BIN	575
Droits d'enregistrement	575
Note : IMPOSITION et liberté d'exercice du culte	576
I. L'Invocabilité de la Convention EDH en matière fiscale	577
A. Une invocabilité Limitée sur la seule fiscalité	577
B. Une invocabilité Étendue par combinaison	578
II. Droit fiscal et liberté de religion	579
A. Droit fiscal et manifestation de la liberté de religion	579
B. Droit fiscal et entrave matérielle à la manifestation de la liberté de religion	581

Chronique de jurisprudence judiciaire

Julien COUARD, Gregory CAUVIN et Charlotte GAUCHON	585
Droit des personnes	585
Droit de la famille	588
I. La répudiation de l'épouse sans incidence sur la recevabilité de la demande de divorce	606
A. La répudiation infligée à l'épouse	606
B. La réception de la répudiation par la Cour d'appel de Dijon	607
II. La répudiation de l'épouse à l'origine d'un préjudice justifiant le prononcé du divorce judiciaire	608
A. Le <i>divorce pour préjudice</i> marocain, applicable aux époux	608
B. Le divorce marocain pour préjudice prononcé au détriment de l'époux répudiant	609
Droit des contrats	613
Droit des associations	620
Droit du travail	623
Droit de la sécurité sociale	631
Droit des libéralités	638
Droit des biens	640
I. La liberté de religion limitée par l'abus de jouissance	641
II. La liberté de religion limitée par la destination de l'immeuble	642
Droit pénal – procédure pénale	653

Liberté de communication et respect des consciences

Janvier 2012 – Juin 2013

Emmanuel DERIEUX	657
I. Textes contestés	658
A. Répression du racisme	658
B. Contestation de génocides	660
II. Applications contrastées	661
A. Sanction des abus	661
B. Garantie de la liberté	663

Chronique de jurisprudence administrative française

Rémy SCHWARTZ et Nicolas SFEZ	665
1. Subventions – Agence de l’environnement et de la maîtrise de l’énergie (ADEME)	665
2. Subvention – Association (1)	667
3. Subventions – Association (2)	667
4. Subventions – Association (3)	668
5. Biens culturels - Affectation	669
6. Biens culturels – Désaffectation	670
7. Biens culturels – Domaine public – Assurance	671
8. Aumônerie – prison – Témoin de Jéhovah	671
9. Aumônerie – Prison – Retrait d’agrément	671
10. Police – Cloches	672

CHRONIQUE DE DROIT INTERNATIONAL**LE FAIT RELIGIEUX DANS LA jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme 2012-2013**

Louis-Léon Christians (coord.), Dr Sophie Minette, Jancy NOUNCKELE, Gérald TILKIN, Stéphanie WATTIER	675
I. Conscience et accommodements religieux hors contrat	676
A. Objection de conscience militaire : confirmation de la jurisprudence bayatyan	676
B. Objection de conscience à la chasse sur ses propres terres	678
C. Agenda judiciaire et fetes religieuses	681
D. Objection religieuse aux notes de frais	682
II. Accommodements religieux et détention pénitentiaire	683
A. Batonnets d’encens et identité confessionnelle du detenu	683
B. Liberté de religion et formation religieuse en prison	685
C. La pratique d’une religion majoritaire en prison	686
III. Conscience et accommodements religieux en relation d’emploi	686
A. Conscience et contrat : nouvelles ponderations en droit des contrats par l’arrêt Eweida, Chaplin, Ladele, Mcfarlane	686
IV. Religion Et Droit Des Personnes	692
A. Autonomie du patient et objection de conscience médicale	692
B. Dossier médical et investigation sur des derives sectaires	693
C. Funerailles de terroristes et respect des morts	694
D. Controverse paternelle sur un baptême souhaité par l’enfant	695
E. Fondamentalisme et expertise sous contrôle	695
F. Les « griffes de satan » : affabulation contre un parent banni ?	696
G. Transsexualisme et attachement religieux au mariage	697
V. Religion et école	699
A. Religion et exemptions scolaires	699
B. École et discrimination religieuse des Roms	700
VI. Régime des cultes et liberté de religion	700
A. Le droit des communautés religieuses à la personnalité morale	700
B. Les restitutions de biens à des communautés religieuses	702
C. Condamnation systématique de tous les effets d’un régime de reconnaissance discriminatoire	706

D.	L'appel à la prière, les cloches et le tapage nocturne.....	707
VII.	Les statuts des ministres des cultes.....	708
A.	Professeur de religion et pretre marie : autonomie des cultes ou vie privée ? L'arrêt de chambre fernández martínez.....	708
B.	Respect des droits de la défense dans le cadre de la révocation d'un ministre du culte	711
C.	L'applicabilite de l'article 6 aux imams tures.....	713
D.	Droit à une pension de retraite pour un pasteur evangeliste	714
VIII.	Religion, asile et rapatriement.....	715
A.	Demande d'extradition versus article 3 de la convention	715
B.	Expulsion versus article 3 de la convention.....	718
IX.	Liberté d'expression religieuse.....	721
A.	Liberté d'expression et négationnisme.....	721
B.	Expression d'une dissidence religieuse dans un lieu de culte.....	722
C.	Utilité d'informer sur certains scandales religieux	723
D.	Mouvement raëlien et publicité en grande chambre	724
E.	Insulte invoquant le baptême	728
X.	Religion et liberte politique	729
A.	Radicalisme religieux et politique.....	729
B.	Le statut politique de la charia	730
C.	Parti politique confessionnel et discrimination de genre	732
D.	Affiliation politique et licenciement d'un employé	734
XI.	Le role delicat des associations intervenantes	735
A.	Mosquée et absence de mandat judiciaire.....	736
B.	Serment, cause significative et non-indemnisation.....	737
XII.	Liberté de religion et système fiscal	738
A.	Charge fiscale excessive et liberté de religion	738
B.	Financement préférentiel pour une église nationale.....	739
L'identité et l'autonomie des groupements religieux ne sont pas des notions indéfiniment flexibles : <i>Sindicatul Pastorul cel Bun c. Roumanie</i>		
Jean-Pierre	SCHOUPE	743
I.	Les deux approches successives de la cour.....	744
A.	L'optique de la Chambre centrée sur le « contrat de travail ».....	744
B.	Le nouvel éclairage de la Grande Chambre : autonomie religieuse, mais néanmoins dans une relation de travail.....	746
II.	La vraie question : un conflit entre l'identité et l'autonomie d'une église par rapport à la volonté de certains prêtres orthodoxes de se syndiquer	748
Is a Prohibition of a Trade Union of Clergymen Promoting Democratic Values Truly Necessary in a Democratic Society ?		
Filip	DORSSEMONT.....	751
I.	A labour law view on Sindicatul Cel bun.....	751
II.	A labourer in the Vineyard of the Lord is a worker	752
III.	Freedom of religion in the light of the freedom of association	753
IV.	The Balancing of two collective rights.....	755

Les arrêts *Sindicatul Pastorul cel Bun c. Roumanie* de Chambre et de Grande chambre

Les rééquilibrages du Conseil de l'Europe

Gérald TILKIN	759
I. La marge d'appréciation en cas de conflits irreconciliables.....	760
A. L'influence de diverses variables sur la marge d'appréciation des états	761
B. La marge d'appréciation des états telle que présentée par la grande chambre	763
II. L'attention variable portée aux contextes factuels et normatifs	764
A. La Grande chambre met davantage en lumière les faits	764
B. La Grande chambre met davantage en lumière le droit roumain ...	765
C. Les Chambres n'utilisent pas les mêmes (passages de) précédents.....	765
III. Une reconfiguration geo-politique des juges et des acteurs	767
A. L'origine géographique des juges et leurs choix dans l'affaire de Grande Chambre <i>Sindicatul Pastorul cel Bun c. Roumanie</i>	767
B. Montée en puissance du lobbyisme ou entrée en jeu d'acteurs qui, jusqu'alors, laissaient le terrain à d'autres entrepreneurs de normes	769
Conclusions	772
Grégory CAUVIN	773
I. L'espérance légitime d'une communauté religieuse contrariée par l'incertitude quant au statut de ses biens	775
II. Le préjudice moral d'une communauté religieuse constitué par le désagrément résultant de l'incertitude quant au statut de ses biens	777
Table des matières	781